



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Novembre 2006

Volume 5, Numéro 9

LIGNE DE FOND	1
Agriculture : Le manque de transparence imputé au retard dans la notification à l'OMC.	1
Les discussions au sein du Conseil des ADPIC butent sur la question de la mise à exécution	3
NOUVELLES DE L'OMC	5
Le Réexamen de la Politique Commerciale de la Communauté de l'Afrique de l'est appelle à l'amélioration des engagements multilatéraux.	5
Les ACP et la Grande-Bretagne préoccupés par les exigences de l'UE dans les discussions sur les APE	6
La Chine et l'Afrique amorcent un nouveau partenariat : sera-t-il gagnant-gagnant ?	8
SUR LE FIL	9
Le Conseil d'administration de la CNUCED met en exergue la nécessité d'une 'marge d'autonomie'	9
EVENEMENTS	11
PUBLICATIONS	13

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

LIGNE DE FOND

Agriculture : Le manque de transparence imputé au retard dans la notification à l'OMC.

Les retards importants enregistrés dans les notifications présentées par les Membres sur leurs subventions et leurs tarifs agricoles sont en train de compromettre la capacité de l'OMC à promouvoir la transparence et de dresser des obstacles à la progression des négociations elles-mêmes, selon Christian Häberli (Suisse), Président du Comité de l'agriculture de l'OMC.

Alors que les réunions de négociation du Cycle de Doha restent suspendues, essentiellement en raison des divergences entre Membres sur l'agriculture, les réunions régulières du Comité se poursuivent.

Lors d'une réunion en date du 31 octobre, un certain nombre de pays, dont l'Australie et le Brésil, ont fait part de leur appui aux points de vue exprimés par le Président, en appelant les Membres à présenter les notifications de leurs subventions agricoles et de leurs droits tarifaires. Des documents mis en distribution par l'OMC ont montré des retards significatifs dans les notifications, 70 Membres (près de la moitié des Membres de l'OMC) n'ayant pas fourni certains ou l'ensemble des renseignements requis pour la période 1995-2000. Des pays qui accordent de fortes subventions, tels que l'UE et les États-Unis, n'ont pas présenté de notifications de leur soutien interne depuis 2001, et le Japon ne l'a pas fait depuis 2002. D'autres grands acteurs dans les négociations, tels que l'Argentine, le Canada, la Norvège et la Suisse, sont tout aussi en retard.

Il a été noté que l'absence de renseignements précis, comparables et actualisés exacerbait les inégalités existantes entre Membres et posait des problèmes particuliers pour les délégations des petits pays, dans les négociations. Le Brésil, qui avait réussi à faire ses notifications, bien qu'étant un pays en développement, a observé que les pays développés devraient être en mesure d'en faire de même. Le Président Häberli a également suggéré que les gouvernements aient recours à leur personnel 'libéré' en raison de la suspension des négociations pour tenter de corriger le retard concernant les notifications.

L'UE a déclaré qu'elle présenterait sous peu des notifications ayant trait au soutien interne pour 2002 et 2003. Le retard qu'elle accusait résultait de l'arrivée de 10 nouveaux Membres, ce qui avait entraîné un réajustement des calculs, a déclaré l'UE.

L'élargissement de l'UE, les subventions à l'exportation soulèvent des questions

Avec l'appui des États-Unis et du Canada, l'Australie a soulevé la question de savoir comment les engagements de l'UE en matière de subventions à l'exportation seraient réajustés, à la suite de l'élargissement de l'Union à 25 Membres. L'Australie a noté que l'UE n'avait pas déposé son projet de 'listes d'engagements', qui, selon l'Australie, devait encore être négociée et convenue avec les Membres à la suite de l'élargissement. Il a également été demandé à l'UE de dire comment elle comptait gérer l'accession projetée de la Bulgarie et de la Roumanie dans la prochaine phase d'expansion.

L'UE a spécifié que ses exportations subventionnées de blé devaient certes s'accroître, mais que celles-ci resteraient inférieures au niveau consolidé. Lorsque que l'UE a renouvelé son recours aux subventions à l'exportation pour le blé, durant le Cycle de Doha, certains Membres ont perçu ceci comme un signe de mauvaise foi.

Libéralisation contre produits 'sensibles' et 'spéciaux'

Lors de la même réunion, la Banque mondiale a mis en garde contre le fait qu'une trop grande flexibilité par l'intermédiaire des 'produits sensibles' (des produits que les pays développés et en développement seraient en mesure de désigner pour des taux relativement faibles de réduction tarifaire) et les 'produits spéciaux' (devant bénéficier d'un traitement tarifaire souple sur la base des préoccupations en matière de sécurité alimentaire, de la garantie des moyens d'existence et de développement rural dans les pays en développement) pourrait compromettre les avantages de la libéralisation. Citant ses travaux de recherche, la Banque a mis l'accent sur " l'importance que revêtent les réformes en vue de la libéralisation du commerce des produits agricoles, de la part des pays en développement et des pays industrialisés, et sur le potentiel que recèlent les concepts de produits sensibles et de produits spéciaux pour créer des exemptions significatives, qui pourraient saper cet objectif. " Les Philippines et Cuba ont rejeté ce commentaire, et ont fait part de leur intention d'y revenir à un stade ultérieur, après un examen attentif de la déclaration.

Les délégués des pays en développement, à Genève, ont contesté, en privé, la sagesse de l'intervention de la Banque, qu'ils ont qualifiée de 'non justifiée'. Les commentaires semblent préjuger des résultats de négociations toujours en cours, ont-ils déclaré.

Aucune autre réunion du Comité de l'agriculture n'est prévue jusqu'en mars 2007, bien que, si les gouvernements conviennent de relancer le Cycle de Doha, des sessions spéciales de négociation puissent se tenir d'ici là.

Les discussions au sein du Conseil des ADPIC butent sur la question de la mise à exécutions.

Le Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC) de l'OMC s'est réuni les 25 et 26 octobre, pour la première fois depuis l'effondrement du Cycle de Doha, sans réaliser de progrès substantiels dans les discussions en cours. La session spéciale (de négociation) du Conseil des ADPIC reste suspendue. La question de la mise à exécution s'est avérée particulièrement épineuse. Les pays en développement en particulier se sont opposés à l'initiative de l'UE visant à introduire le sujet au Conseil, en soutenant qu'il s'agissait d'une question qui ne relevait que des juridictions intérieures.

Au nombre des autres questions débattues figuraient les progrès réalisés en ce qui concerne l'acceptation et la mise en œuvre de l'amendement aux ADPIC 2005 relatif à la santé publique et le relation entre l'Accord sur les ADPIC et la Convention relative à la diversité biologique (CDB).

Le Conseil a également discuté de l'examen transitoire de la mise en œuvre par la Chine de ses obligations découlant des ADPIC.

Confrontation sur les questions de mise à exécution

Des divergences fondamentales ont persisté entre les Membres, durant les débats ayant trait à la mise à exécution des droits de propriété intellectuelle (DPI). Ces discussions sont dirigées essentiellement par l'UE, qui fait pression pour la mise en œuvre de mesures effectives en vue de la mise à exécution des DPI aux niveaux régional et international, par exemple par l'intermédiaire de la Directive européenne sur les mesures pénales visant à garantir la mise à exécution des DPI, ainsi que par des propositions au Conseil des ADPIC.

Dans une communication présentée conjointement par les États-Unis, la Suisse et le Japon, l'UE a mis

l'accent sur la nécessité d'une intervention de la part du Conseil des ADPIC pour aider dans les efforts visant à freiner l'expansion rapide de la piraterie et de la contrefaçon à l'échelle mondiale. Si elle reconnaissait que les Membres sont autorisés à mettre en œuvre des dispositions de mise à exécution appropriées au niveau interne, l'UE estimait que de telles mesures devaient à terme aider à réaliser les objectifs de l'Accord sur les ADPIC. L'UE avait préalablement présenté une communication (IP/C/W/448) qui suggérait que le Conseil devait évaluer le respect par les Membres de la disposition relative à la mise à exécution de l'Accord sur les ADPIC.

Durant la réunion du Conseil, plusieurs pays en développement, notamment la Chine, le Chili, l'Inde, l'Afrique du sud, l'Argentine et le Brésil, ont rejeté avec force l'initiative et se sont opposés à ce que l'UE présente ses expériences, ce qui, selon eux, équivaldrait à une acceptation tacite de la proposition de l'UE visant un échange d'expériences entre pays. Les pays en développement ont estimé que la mise en exécution était une question en dehors du champ d'application de l'Accord sur les ADPIC. Renvoyant spécifiquement à l'article 1.1 de l'Accord sur les ADPIC, qui stipule que les Membres sont libres de déterminer la méthode appropriée pour mettre en œuvre les dispositions de l'Accord, ils ont soutenu que discuter de la mise en exécution au Conseil des ADPIC reviendrait à restreindre la flexibilité dont disposent les pays pour élaborer des législations internes sur cette question.

Lenteur des progrès pour la ratification et la mise en œuvre de la dérogation relative à la santé publique

Lors de la réunion, la Suisse et le Salvador ont annoncé qu'ils avaient accepté (ratifié) l'amendement à l'Accord sur les ADPIC relatif à la santé publique. L'amendement rendrait permanente la décision adoptée en 2003, qui dispense de certaines obligations découlant des ADPIC pour permettre aux Membres d'exporter des

médicaments produits sous licence obligatoire, sous réserve de diverses conditions. Les deux ratifications portent à trois le nombre de pays ayant accepté la dérogation (en plus des États-Unis). Le Kenya a déclaré être en train de ratifier l'amendement. La décision sera formellement incorporée à l'Accord sur les ADPIC dès que deux tiers des Membres de l'OMC auront ratifié les changements. Le président du Conseil des ADPIC, l'Ambassadeur Trevor Clarke de la Barbade, a instamment invité les Membres à accélérer la ratification de l'amendement.

Pour que la dérogation soit opérationnelle (c'est-à-dire qu'elle permette à un pays d'exporter ou d'importer), les pays devront incorporer la dérogation à leurs législations nationales. Jusqu'ici, ceci a été fait par la Norvège, l'Inde, l'UE, les Pays-Bas, la Corée et le Canada - tous exportateurs de produits pharmaceutiques. Le Canada a annoncé, lors de la réunion, qu'il était en train de réexaminer sa législation relative à 'l'accès aux médicaments' pour voir comment l'améliorer. Parmi les pays importateurs, le Kenya a sollicité une assistance technique pour l'aider à incorporer la dérogation dans sa législation nationale.

Poursuite des discussions sur la prévention de l'appropriation abusive des ressources génétiques

Les Etats Membres ont repris les discussions sur le conflit potentiel entre l'Accord sur les ADPIC et la CDB. Les pays en développement ont proposé un amendement à l'Accord sur les ADPIC pour incorporer, dans les demandes de brevets, des prescriptions relatives à la divulgation de l'origine des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles qui y sont associées, en même temps que les preuves du consentement préalable en connaissance de cause, et pour garantir le partage des avantages. Bien que figurant comme point permanent de l'ordre du jour du Conseil, les discussions sur la question n'ont pas encore abouti à des résultats significatifs.

Lors de cette réunion, le Pérou (IP/C/W/484) a

répondu aux questions posées par les États-Unis (IP/C/W/469) concernant une présentation qu'il avait fait antérieurement, mettant en évidence plusieurs cas de 'biopillage' (IP/C/W/458). Le Pérou a indiqué que la liste de cas présentée ne portait que sur des cas potentiels qui pourraient être utilisés comme base à une analyse plus poussée. Une évaluation effective des cas effectifs de biopillage nécessiterait l'incorporation d'une obligation universelle de divulguer l'origine/source/provenance juridique des ressources biologiques dans les demandes de brevet. Une telle prescription faciliterait la vérification du respect des critères de brevetabilité d'une invention fondée sur des ressources génétiques et/ou des connaissances traditionnelles, ainsi que du respect d'autres obligations découlant de la CDB (telle que l'existence du consentement préalable en connaissance de cause et des arrangements de partage des avantages). La présentation du Pérou a été bien accueillie par de nombreux pays en développement tels que le Brésil, l'Inde, l'Equateur, le Venezuela, la Chine, le Sri Lanka et la Malaisie, qui ont de nouveau vivement invité les pays à prendre en considération l'incorporation des prescriptions en matière de divulgation, dans l'Accord sur les ADPIC.

D'autre pays (essentiellement développés), notamment l'Australie, le Canada, l'UE, le Japon, la Corée, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis et la Suisse, ont réitéré leur position sur la question, en notant qu'ils ne voyaient aucun conflit entre l'Accord sur les ADPIC et la CDB. La plupart d'entre eux ont appuyé la création de base de données sur les connaissances traditionnelles à l'usage des examinateurs de brevets, comme mesure de protection. Les bases de données sur les connaissances traditionnelles ont suscité une opposition chez certains, notamment des groupes autochtones, qui craignent qu'elles rendent les connaissances accessibles au grand public, ce qui empêcherait les détenteurs de telles connaissances de jouir de leurs droits sur ces connaissances. Le Japon avait préalablement présenté une proposition (IP/C/W/474) appelant à la mise en place d'une base de données internationale sur les connaissances traditionnelles.

NOUVELLES DE L'OMC

Le Réexamen de la Politique Commerciale de la Communauté de l'Afrique de l'est appelle à l'amélioration des engagements multilatéraux.

Le Réexamen des politiques commerciales de la Communauté de l'Afrique de l'est (CAE), du Secrétariat de l'OMC, salue le programme de réforme économique continu de la CAE. Dans le même temps, le Réexamen appelle l'union douanière - regroupant le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda - à améliorer les engagements multilatéraux de ses membres tant sur les biens que sur les services, afin de rehausser l'attractivité pour les affaires et l'investissement. S'il reconnaît les accords commerciaux régionaux comme un des moteurs de la libéralisation des échanges et de l'investissement, le Réexamen soulève également des préoccupations concernant l'adhésion des pays de la CAE à des arrangements régionaux multiples qui se recoupent parfois.

La CAE initiale est une organisation intergouvernementale régionale qui date de 1917 et qui a capota en 1997, pour diverses raisons politiques et économiques. La CAE actuelle a été créée en 2000, afin de devenir une zone économique (comprenant une union douanière, une union monétaire, des politiques macroéconomiques harmonisées, et à terme, une fédération politique). Toutefois, aucun calendrier d'ensemble n'a été établi pour ce faire.

Appels à une plus grande intégration et à plus d'harmonisation entre pays de la CAE

Le Réexamen note que la pleine intégration des membres de la CAE jetterait une base solide pour leur participation à l'économie mondiale. Toutefois, à ce jour, les membres de la CAE n'ont toujours pas pleinement mis en œuvre certaines des dispositions dans le cadre juridique de la CAE, telles que l'harmonisation des procédures douanières, d'autres droits et frais sur les

importations, les impôts indirects internes et les redevances sur la production.

Le Réexamen révèle également les différences de capacité de mise en œuvre entre divers membres de la CAE. Il spécifie ainsi que le Kenya est le seul pays de la CAE doté d'une certaine capacité à mettre en application ses réglementations techniques et ses mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS).

Le rapport souligne également que le volet zone de libre-échange de l'Union douanière de la CAE est en train d'être mis en place par l'intermédiaire d'une libéralisation asymétrique. Alors que les importations de la Tanzanie et de l'Ouganda sont en franchise de droits, des droits tarifaires sur certains produits kenyans exportés vers certains autres pays de la CAE restent en place et seront éliminés progressivement d'ici 2010.

De plus, le Réexamen cite la progressivité des droits (c'est-à-dire des droits tarifaires plus élevés sur les produits à valeur ajoutée) et les contraintes de l'offre - y compris les coûts de production élevés, l'accès limité au financement et la faible qualité des produits - comme des obstacles majeurs au développement de la production manufacturière dans la CAE. En ce qui concerne les services, des engagements plus importants dans des secteurs tels que les télécommunications, l'énergie et le transport aideraient à exploiter le potentiel en matière d'exportation et à améliorer la compétitivité en général.

Faisant des commentaires sur le Réexamen, un diplomate africain a observé que l'harmonisation devrait être un exercice " continu " et qu'il faudrait tenir compte des différences dans situation des membres. Un autre délégué a souligné la nécessité pour les membres de la CAE " d'avancer ensemble".

L'adhésion à des accords commerciaux multiples est problématique

Le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda participent à divers accords commerciaux régionaux. Ainsi, le

Kenya et l'Ouganda sont membres du Marché commun de l'Afrique de l'est/Afrique australe (Common Market for Eastern and Southern Africa - COMESA), alors que la Tanzanie est membre de la Communauté de développement de l'Afrique australe (Southern African Development Community - SADC) et signataire d'un Accord sur le système global des préférences commerciales entre pays en développement. La Tanzanie est également en train d'envisager d'adhérer de nouveau au COMESA, dont elle s'était retirée en 2000.

Le Réexamen note que tous les pays sont certes libres, aux fins des dispositions de la CAE, de négocier des accords bilatéraux, à condition de les notifier aux deux autres membres, mais que dans la pratique, le chevauchement des adhésions a causé des problèmes. Par exemple, l'accord utilise des types de règles d'origine différents, c'est-à-dire les critères utilisés pour définir le lieu de fabrication d'un produit, afin de déterminer s'il peut bénéficier de la libéralisation des échanges dans un accord commercial régional. Les conditions d'entrée des marchandises dans la CAE peuvent également varier pour différents pays importateurs, car la SADC et le COMESA sont régies par des protocoles du commerce différents.

Des mesures supplémentaires nécessaires pour améliorer la prévisibilité et la crédibilité du régime commercial

Le Réexamen appelle à la simplification de la structure tarifaire de la CAE, entre autres, au moyen de la réduction des taux des produits de base agricoles. Ceci diminuerait le besoin de concessions et introduirait davantage de transparence dans le régime tarifaire, réduisant ainsi les effets de distorsion.

Le Réexamen recommande également une amélioration des engagements multilatéraux par la réduction des taux consolidés, l'élargissement de la portée des consolidations sur les biens et les services, l'élimination des droits tarifaires composés (tous les droits consolidés sont ad valorem) et la suppression d'autres droits et frais,

comme moyen de garantir la prévisibilité et la crédibilité du régime commercial de la CAE. Il appelle également à concentrer davantage d'attention sur les obstacles non tarifaires dans la pleine mise en place de l'union douanière de la CAE (les volets à la fois zone de libre-échange et mesures commerciales communes). S'exprimant sur le Réexamen, un diplomate africain a mis l'accent sur le fait que la libéralisation devait être gérée et qu'elle ne pouvait pas toujours être assimilée au développement. La protection des droits tarifaires agricoles, par exemple, était parfois essentielle pour les besoins en matière de sécurité alimentaire, de développement rural et de garantie des moyens d'existence, a-t-il souligné.

Prise en compte des contraintes de l'offre

Le Réexamen met l'accent sur l'importance que revêt l'assistance technique pour la prise en compte des contraintes de l'offre. En réponse, un délégué africain a souligné que 'l'aide pour le commerce' devait être indépendante de l'état des négociations à l'OMC. Selon un autre délégué, 'l'aide pour le commerce' devait être générale, c'est-à-dire, devait prendre en compte tous les problèmes liés au commerce, et effective dans sa mise en place et sa mise en œuvre, répondant ainsi aux préoccupations en termes de 'développement' énoncées dans 'l'Agenda du développement de Doha'. Enfin, comme cela est également spécifié dans le Réexamen, le délégué a mis l'accent sur le fait que les partenaires commerciaux devaient accroître l'accès aux marchés pour les biens et services de la CAE.

Les ACP et la Grande-Bretagne préoccupés par les exigences de l'UE dans les discussions sur les APE

Le Commissaire européen au commerce, Peter Mandelson, a défendu les plans en vue de nouveaux accords commerciaux avec certains des pays les plus pauvres du monde, en dépit de critiques croissantes formulées contre les exigences de l'UE par ses partenaires potentiels, par les groupes qui font campagne en faveur du

développement et plus récemment, par le gouvernement britannique.

S'adressant aux ministres du commerce et du développement de l'UE, le 16 octobre, au Luxembourg, Mandelson a insisté sur le fait que Bruxelles n'avait " aucun objectif mercantiliste " dans les 'Accords de partenariat économique' (APE) qu'il négociait avec 79 membres du groupe de pays d'Afrique, d'Asie et du Pacifique (ACP), essentiellement d'anciennes colonies des Etats Membres de l'UE.

Les négociations sur les APE ont été lancées en 2002, en raison de l'expiration, fin 2007, d'une dérogation de l'OMC qui autorise l'UE à appliquer des droits tarifaires faibles sur les exportations ACP. Contrairement aux préférences unilatérales, qui ont été jugées illégales au titre du droit de l'OMC, les APE doivent être essentiellement réciproques. Ceci veut dire que les pays ACP auront à ouvrir leurs marchés aux exportations européennes.

Inquiétude des ACP et du Royaume Uni

Les ministres ACP s'inquiètent du fait qu'ils seront forcés de libéraliser le commerce des biens et des services trop fortement et trop rapidement. Lors d'une réunion du 12 octobre, organisée à Bruxelles par South Centre, une organisation internationale basée à Genève, le Ministre sénégalais du commerce, Mamadou Diop, a appelé à repousser au-delà du 1er janvier 2008 la date limite pour la signature des APE. Selon Kaliopate Tavola, Ministre du commerce de Fidji, " une climat pessimiste prévaut " dans sa propre région du Pacifique. " Au début des négociations, nous attendions beaucoup de l'idée des APE comme outil du développement. Mais au point où en sont les choses actuellement, l'accord menace d'écraser nos fragiles économies. Certaines petites îles peuvent simplement choisir de se retirer totalement de l'accord. "

Leur homologue de la Barbade, Dame Billie Miller, a déclaré que l'UE devrait s'investir davantage dans la constitution de capacités et le renforcement de la compétitivité des pays ACP,

avant d'attendre de ces pays qu'ils ouvrent leurs marchés aux échanges. Elle a également déclaré que Bruxelles devrait prévoir des compensations plus importantes pour les pertes de recettes tarifaires qui résulteraient de la libéralisation. De nombreux gouvernements ACP sont fortement tributaires des droits de douane pour leurs recettes. Plusieurs pays ACP craignent également les tentatives de l'UE visant à inclure dans les APE des règles sur l'investissement étranger, la concurrence et la passation des marchés publics. L'UE avait souhaité que ces questions fassent partie des négociations du Cycle de Doha à l'OMC, mais avait dû y renoncer, à terme, face à la forte opposition des pays en développement.

Deux Secrétaires d'Etat du gouvernement britannique ont formulé des préoccupations similaires dans une lettre ouverte adressée à Mandelson et au Commissaire au développement européen, Louis Michel. " L'UE doit ... accorder aux pays ACP le temps qui leur est raisonnablement nécessaire pour ouvrir leurs propres marchés, tout en fournissant des sauvegardes effectives pour que la concurrence déloyale des produits européens subventionnés ne compromette pas les produits africains à leur propre porte, " a écrit Ian McCartney, Ministre du commerce du Royaume Uni, et son collègue Gareth Thomas, Secrétaire d'Etat pour le développement (Pariamentarian Minister). " Nous ne pensons pas, non plus, qu'il soit acceptable d'obliger les pays ACP à négocier des règles sur l'investissement, la concurrence et la passation des marchés publics, tant qu'ils ne l'ont pas spécifiquement demandé. " Ils ont fait part de leur inquiétude concernant le fait qu'il ne restait guère plus qu'un peu plus qu'une année pour les négociations et ont exhorté la Commission européenne à se montrer flexible au cas où un pays en développement serait peu disposé à entrer dans un APE.

Mandelson rejette les critiques

Le Commissaire européen au commerce a rétorqué que les concessions commerciales réciproques entraîneraient une évolution fondamentale des

relations UE-ACP, qui passeraient " de l'offre de préférences tarifaires - une bouée de sauvetage qui s'érode (eroding lifeline) à la mise en place de marchés régionaux et internationaux durables pour les ACP. " Il a ajouté que l'UE était certes disposée à se montrer flexible sur la date limite de janvier 2008, mais qu'il était " politiquement irréaliste de penser que les Membres de l'OMC conviendraient de proroger la dérogation actuelle, et certainement pas sans faire payer le prix fort. " Mandelson a fait valoir que les préférences commerciales s'érodaient n'importe comment, " de sorte qu'il ne sert à rien pour les pays ACP de s'accrocher au passé, comme le veulent certaines ONG. " Selon le Financial Times, Mandelson avait déclaré, auparavant, que l'investissement, la concurrence et la passation des marchés publics étaient déjà présents dans " des feuilles de route convenues de manière conjointe " entre l'UE et les pays ACP.

Au Luxembourg, Mandelson a identifié certaines questions auxquelles il fallait répondre Durant les négociations. L'une était de savoir si Bruxelles pouvait offrir un accès total en franchise de droits et sans contingents au titre des APE, sans compromettre les réformes des subventions agricoles sur des produits tels que le sucre ; une autre portait sur la durée de périodes de transition acceptables pour la libéralisation dans les pays ACP - des périodes allant jusqu'à 25 ans ont été suggérées.

Hausses de l'aide liée au commerce annoncées

Le 17 octobre, les Ministres du commerce et du développement de l'UE ont convenu de rehausser l'aide liée au commerce de 2 milliards d'euros. La moitié de ce montant proviendra du budget de la Commission européenne, et le reste des gouvernements membres de l'UE. Une grande partie des nouvelles dépenses en matière d'aide ciblera les pays ACP, pour les aider à mettre en œuvre les APE.

La Chine et l'Afrique amorcent un nouveau partenariat : sera-t-il gagnant-gagnant ?

Le premier Forum sur la coopération sino africaine s'est tenu les 4 et 5 novembre 2005 à Beijing, en Chine. Les 41 dirigeants africains, leur homologue chinois Hu Jintao et le Président de la Commission de l'Union africaine ont adopté à l'issue du Sommet une Déclaration et un Plan d'action dit de Beijing (2007 - 2009). Ils ont ainsi pris l'engagement d'établir un partenariat stratégique du nouveau type. Un partenariat qui devrait, selon les plus optimistes promouvoir le développement des pays africains tout en contribuant à changer l'ordre économique international. D'après les dirigeants sino africains, leur nouvelle coopération devrait être caractérisée par l'égalité et la confiance réciproque sur le plan politique, la coopération gagnant-gagnant sur le plan économique ainsi que les échanges bénéfiques sur le plan culturel.

Pour mettre en place un tel mécanisme, les dirigeants ont, à travers la déclaration de Beijing lue par les présidents chinois Hu Jintao et égyptien Hosni Moubarak ainsi que le Premier ministre éthiopien Meles Zenawi, pris des résolutions à cet effet.

Il s'agit entre autres de multiplier les visites de haut niveau, engager des dialogues stratégiques, accroître la confiance politique réciproque et promouvoir une amitié durable, approfondir la coopération mutuellement avantageuse, en étendre les champs d'action, encourager, de même qu'intensifier les échanges commerciaux et les investissements croisés, explorer de nouveaux modes de coopération, donner la priorité à la coopération dans les domaines de l'agriculture, infrastructure, industrie, pêche, informatique et de la formation du personnel, en valorisant, dans l'intérêt des peuples chinois et africains, la complémentarité basée sur leurs atouts respectifs.

Ils ont également souligné la nécessité d'intensifier les échanges de vues en matière de gouvernance et de développement pour tirer profit des points forts de chacun dans l'intérêt de tous, progresser

ensemble et accroître les capacités d'auto-développement des uns et des autres.

Les deux parties ont convenu aussi de renforcer le dialogue entre les différentes cultures, promouvoir les échanges et l'interaction entre les peuples, en particulier entre les jeunes de deux côtés, et intensifier les échanges et la coopération dans les domaines culturel, scientifique, technologique, éducatif, sportif, environnemental, touristique et des affaires des femmes.

Les participants à la rencontre de Beijing ont, en plus, opté pour le renforcement de la coopération internationale, afin d'affronter ensemble les menaces mondiales et les défis de la sécurité non traditionnelle, et défendre les intérêts communs des pays en développement dans l'esprit de la confiance réciproque, du bénéfice mutuel, de l'égalité et de la coordination.

En outre, le président Hu Jintao et les dirigeants africains se sont engagés à renforcer le Forum sur la coopération sino-africaine, intensifier le dialogue collectif et accentuer la coordination et la coopération entre le Plan d'action du Forum, d'une part et, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad) et, d'autre part, les programmes de développement socio-économique des pays africains.

Ils se sont résolus, par ailleurs, de traiter de façon appropriée les problèmes et défis susceptibles de surgir dans la coopération, en engageant des consultations amicales et en tenant compte de l'amitié sino-africaine et des intérêts à long terme de deux côtés.

Source : le potentiel, Allafrika.com, AFP

SUR LE FIL

Le Conseil d'administration de la CNUCED met en exergue la nécessité d'une 'marge d'autonomie'

Les pays en développement doivent être en mesure de trouver un juste milieu entre 'une marge d'autonomie' et les engagements internationaux, a déclaré le Conseil du commerce et du développement de la Conférence des Nations Unies pour le (CNUCED), tout en définissant une orientation pour l'Organisation au cours des deux prochaines années. Les gouvernements Membres ont appelé la CNUCED à aider à garantir que la mondialisation économique favorise le développement et la réduction de la pauvreté et à accélérer ses efforts en vue des travaux analytiques et de la coopération technique.

Le Conseil du commerce et du développement de la CNUCED a mis à profit sa session du 3 au 10 octobre, à Genève, pour achever un 'examen à mi-parcours' en trois parties, appelé ainsi parce qu'il arrive deux années après la dernière Conférence quadriennale de la CNUCED, tenue à Sao Paulo et qu'elle orientera les travaux menant à la prochaine Conférence, devant avoir lieu au Ghana, en 2008. Il a également examiné les progrès réalisés sur le 'Consensus de Sao Paulo' - les conclusions adoptées de la CNUCED XI de 2004, qui énonce plusieurs principes et objectifs relatifs aux stratégies de développement, à l'amélioration de la capacité productive et à la garantie selon laquelle les pays en développement tirent profit du commerce international.

Les gouvernements notent la nécessité d'une marge d'autonomie, de la bonne gouvernance

Au cours de la réunion, les ministres et les diplomates de haut rang sont revenus sur le débat relatif à ce que l'on appelle la 'marge d'autonomie'. Ceci dépend du point de savoir dans quelle mesure les gouvernements devraient avoir à restreindre leur capacité à appliquer des politiques

particulières en adoptant les règles économiques internationales. La question a été épineuse, plusieurs pays en développement appelant à davantage de marge d'autonomie pour réaliser la politique de développement, alors pour les pays industrialisés, il serait préférable de lier les mains des gouvernements pour éviter les erreurs. Les Etats membres ont néanmoins réussi à se mettre d'accord sur un langage renvoyant à l'important que revêt la marge d'autonomie pour les pays en développement. Le rapport adopté à la fin de la semaine de discussions spécifiait : " Il appartient à chaque gouvernement d'évaluer les avantages découlant des règles et engagements internationaux et les contraintes dues à la perte d'autonomie. Il est particulièrement important pour les pays en développement, eu égard aux objectifs de développement, que tous les pays prennent en compte la nécessité de concilier au mieux marge d'action nationale et disciplines et engagements internationaux "

Le Conseil du commerce et du développement a également mis l'accent sur l'importance que revêtaient la bonne gouvernance et la cohérence pour le développement durable, en pointant du doigt de manière spécifique les institutions démocratiques, les politiques orientées vers le marché, la primauté du droit et le respect des droits de l'homme. Il a appelé la CNUCED à contribuer à " une plus grande cohérence, dans l'intérêt du développement, entre les stratégies nationales de développement et les systèmes monétaires, financiers et commerciaux internationaux. " Les participants ont également convenu que la CNUCED devait aider " à ce que les politiques et les processus en rapport avec le commerce ... contribuent à optimiser les gains pour le développement et à éliminer la pauvreté, notamment par un appui aux efforts déployés pour que le Programme de travail de Doha de l'OMC aboutisse à un résultat ciblé sur le développement. " La CNUCED devait assumer " le rôle important de fournir une assistance aux pays en développement au titre de l'initiative relative à "l'Aide pour le commerce", [de l'OMC], ont-ils ajouté.

Concentration sur la recherche et l'assistance technique

Les gouvernements Membres ont appelé au renforcement de ce qu'ils ont qualifié de 'trois piliers' de la CNUCED - recherche et analyse, formation de consensus et coopération technique. Ils ont déclaré que les travaux analytiques de la CNUCED " devraient aider à promouvoir le consensus sur les questions importantes du commerce et du développement " telles que la dette, la finance, la propriété intellectuelle, la technologie, la mondialisation, la dépendance vis-à-vis des produits de base et le développement durable. Ils ont également convenu de stimuler l'assistance technique au niveau régional et de rechercher des sources additionnelles de financement pour soutenir de tels efforts. Ils ont également demandé à la CNUCED d'intensifier ses travaux analytiques sur l'impact de questions telles l'investissement étranger direct sur le développement, et de centrer son attention sur les nouveaux aspects de la facilitation des échanges.

Les participants ont débattu du point de savoir à quel point des réformes à l'échelle des Nations Unies affecteraient la CNUCED. Ils ont mis l'accent sur le fait que la CNUCED resterait " l'organe [des Nations Unies] expressément chargé d'assurer le traitement intégré du commerce et du développement et des questions interdépendantes. " Third World Network fait état du fait que l'Ambassadeur éthiopien, Fisseha Yimer, a averti que des tentatives antérieures visant à réformer la CNUCED avaient eu des conséquences négatives et qu'aucun changement futur ne devrait servir de prétexte pour " réduire davantage les ressources et ... restreindre le mandat de l'institution. "

Dans son allocution de clôture, le Secrétaire général de la CNUCED, Supachai Panitchpakdi, a mis l'accent sur le fait que la responsabilité première de promouvoir le développement incombait aux gouvernements nationaux. Il a toutefois concédé que l'élaboration de politiques nationales ne faisait pas séparément des évolutions dans d'autres parties du monde. Selon Supachai, il

était " nécessaire de prendre en compte la question du financement dans le contexte du commerce et du développement, " en opposant le système fondé sur les règles à l'absence actuelle de normes internationales pour le système financier global. Le rapport sur l'examen à mi-parcours (TD/B(S-XXIII)/7) du Conseil du commerce et du développement est disponible à : http://www.unctad.org/en/docs/tdsxxiind7vol1_en.pdf

Le rapport sur le réexamen à mi-parcours du Conseil du commerce et du développement

EVENEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

Evènements à L'OMC

11-15 novembre, Rome, Italie, L'avenir de l'énergie dans un monde interdépendant, 20ème Congrès mondial de l'énergie, organisé par le Conseil mondial de l'énergie.

20-21 novembre, Forum mondial sur l'agriculture. www.wto.org

22-24 novembre, OMC, Colombie, Organe d'examen des politiques commerciales.

29 novembre- 1 Décembre, Genève, Suisse, Réunion d'experts sur la participation des PED aux secteurs nouveaux et dynamiques du commerce mondial - le secteur énergétique.

6-7 décembre, Premier forum sur la gestion de la dette africaine et les marchés obligatoires.

www.wto.org

13-15 décembre, OMC, Hong Kong, Chine, organe d'examen des politiques commerciales.

20-21 décembre, OMC, Genève, Conseil général de l'OMC.

En dehors de l'OMC

6- 10 novembre, Conakry, Guinée, Séminaire d'information sur les chantiers de l'UEMOA.

www.uemoa.int/actualite

6-17 novembre, Nairobi, Kenya, douzième conférence des Parties à l'UNFCCC et à la deuxième réunion des Parties au protocole de Kyoto.

www.sdgateway.net/events

7-10 novembre, Niamey, Niger, Forum régional sur la souveraineté alimentaire. Contact :

mohamadou.magha@roppa-ao.org

14 -16 novembre, Genève, Suisse, Réunion d'experts sur l'accès universel aux services.

www.unctad.org

15-16 novembre, Siège des Nations Unies, forum international sur l'éradication de la pauvreté.

www.un.org/esa/socdev...

15-26 novembre, New York, USA, Forum international sur l'éradication de la pauvreté ; Siège des Nations Unies

<http://www.un.org/esa/socdev/poverty/PovertyForum/>

17-23 novembre, Bamako, Mali, Salon international de l'agriculture de Bamako. Contact : apcam@apcam.org ou

http://www.apcam.org/siagri_index.htm

19-24 novembre, Le Cap Afrique du Sud, Premier atelier de l'ABS CAPACITY-Building pour l'Afrique http://www.abs-africa.info/capetown_index.html

20-22 novembre, Genève, Suisse, Réunion d'experts sur l'IED dans les ressources naturelles. www.unctad.org

20-24 novembre, Nairobi, Kenya, consultation sous régionale africaine sur la convention de Rotterdam sur le procédé au courant antérieur de consentement dans le commerce international pour certains produits chimiques et pesticides dangereux. <http://www.pic.int/en/ViewPage.asp?id=405>

23-24 novembre, Genève, Suisse, Réunion d'experts ad hoc sur la promotion des politiques d'investissement en particulier dans l'optique du développement. www.unctad.org

27-28 novembre, Genève, Suisse, Réunion spéciale d'experts sur le renforcement des compétences dans les pays en développement : formation, création de ressources et TIC. www.unctad.org

27-29 novembre, Sénégal, Atelier sur " L'économie de la formation agricole et rurale". Contact : martin.weiss@educagri.fr, khalid.belarbi@educagri.fr

27-29 novembre, Paris, France, colloque international " Quel cadre pour les politiques agricoles, demain en Europe et dans les pays en développement ? " Contact : (danielle.barret@fondation-farm.org)

29-30 novembre, Paris, France, Forum mondial de l'OCDE sur le développement durable : " partenariat public privé dans la distribution de l'eau et l'assainissement- évolution récentes et nouvelles opportunités ". www.oecd.org

4 - 5 décembre, Genève, Suisse, Réunion d'experts sur la contribution à la mise en œuvre et au suivi des décisions du sommet mondial sur la société de l'information : les TIC aux services de la croissance et du développement. www.unctad.org

4 - 8 décembre, Mombassa, Kenya, Dixième Conférence SEARNET de Récolte et de Gestion

d'Eau de pluie en Afrique. Contact : <http://www.searnet.org/newsitem.asp?newsid=106>

6-8 décembre, Bamako, Mali, réunion ministérielle et Conférence des donateurs "Un an de lutte globale contre la grippe aviaire et le risque d'une pandémie de grippe humaine" : contact : www.avianinfluenzaconference4.org

6-8 décembre, Nairobi, Kenya, Capacité Construisant Atelier sur Associations pour Améliorer la Performance d'Utilités de l'eau dans la Région de l'Afrique, Contact : http://www.un.org/esa/sustdev/sdissues/water/workshop_africa/workshop_africa.htm

7-8 décembre, Montpellier, France, journée ingénierie des dispositifs de formation à l'international, sur le thème " stratégie de la connaissance au service des agricultures familiales ". martin.weiss@educagri

7-8 décembre, Amsterdam, pays Bas, Premier Forum OCDE sur "African Public Debt Management", organisé par la Direction des Affaires financières et des entreprises. ". www.oecd.org

12-13 décembre, Brazzaville, Congo, (NEPAD-OCDE), Initiative d'investissement : " mobilisation de l'investissement privé en Afrique à l'appui du développement, créer les bases pour le progrès durable ". www.oecd.org

11-13 décembre, Genève, Suisse, Réunion d'experts sur les moyens d'aider les petits producteurs et transformateurs de produits de base dans les PED à accéder aux marchés mondiaux. www.unctad.org

12-15 décembre, Ouagadougou, Burkina Fasso, atelier sur le développement stratégique des chaînes d'approvisionnement horticoles en Afrique sub-saharienne. Contact : jbosio@worldbank.org

14 décembre, Genève, Suisse, Conseil du commerce et du développement, 40em réunion directive. www.unctad.org

PUBLICATIONS

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse : taoufik@enda.sn

En français

CNUCED, Revu commerce et environnement : association globale et politiques nationales pour le développement Août 2006, 280 pages.
www.unctad.org

CNUCED, Stratégie sur des solutions pour harmoniser le règlement international de l'agriculture organique (volume 2) ; les exposés introductifs de l'international chargent la force sur l'harmonisation et l'équivalence dans l'agriculture organique, septembre 2006 ; 95 pages.
www.unctad.org

CNUCED, FDI, Dans moindres pays développés ; d'un coup d'œil : 2005-2006 ; 15 septembre 2006 ; 173 pages. www.unctad.org

CNUCED, Un guide d'investissement du Rwanda. 03 octobre 06, www.unctad.org

CNUCED, Le développement économique en Afrique, Doublement de l'aide : assurer " la grande poussée ". 20 septembre 2006. 150 pages.
www.unctad.org

CNUCED, Livre bleu sur la meilleure pratique dans la promotion et la facilitation d l'investissement : le Ghana, août 2006, 49 pages.
www.unctad.org

CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde : l'IED en provenance des pays en développement ou en transition : incidence sur le développement ; vue d'ensemble. Octobre 2006.
www.unctad.org

CNUCED, Examen collégiale volontaire de la politique de concurrence : Tunisie ; Rapport de synthèse 2006. www.unctad.org

FAO, La communication pour le développement ; Février 2006, Emission de Radio rurale et jeunes ruraux au Mali. Etude de cas.
www.fao.org/sd/sdpub_fr.htm

ONU : Rapport annuel sur le travail de l'organisation : Relever les défis d'un monde changeant ; 2006, 128 pages. www.un.org

ONU : Perspectives d'environnement de l'Afrique : Notre environnement notre richesse. Août 2006, 580 pages. www.un.org

ONU : Manuel juridique sur la loi environnementale. Octobre 2006, 158 pages.
www.un.org

ONU : Construire des secteurs financiers accessibles à tous : juin 2006 ; 212 pages. .
www.un.org

ONU : Accord Européen Relatif au Transport International des Marchandises Dangereuses par Route : En vigueur le 1er janvier 2007 ; septembre 2006, 1284 pages. www.un.org

ONU : Accords Internationaux d'Investissement dans les Services. Juillet 2006, 132 pages.
www.un.org

ONU : Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International. Annuaire. Juin 2006, 660 pages. www.un.org

ONU : Forum du Commerce International, Agir pour le commerce, une chance pour le développement. Juin 2006, 34 pages. www.un.org

ONU : Liste Récapitulative des Produits dont la Consommation ou la Vente Ont Eté Interdites ou Rigoureusement Réglementées, ou qui Ont Eté Retirés du Marché ou n'Ont pas Eté Approuvés par les Gouvernements: Produits Chimiques. Octobre 2006, 832 pages. www.un.org

ONU : Liste Récapitulative des Produits dont la Consommation ou la Vente Ont Été Interdits ou Rigoureusement Réglementées, ou qui Ont Été Retirés du Marché ou n'Ont pas Été Approuvés par les Gouvernements: Produits Pharmaceutiques. Juillet 2006, 560 pages. www.un.org

OMC : La libéralisation des services dans la nouvelle génération des accords commerciaux préférentiels : Combien de plus que le GATS. Juillet 2006, 63 pages. www.wto.org

OMC : La libéralisation du commerce des services au niveau régional : l'Afrique méridionale et orientale se tient-elle pour gagner des négociations des APE ? Marion Jansen ; juin 2006, 36 pages. . www.wto.org

OMC : L'OMC à Dix : La contribution du système de règlement de conflit. Juillet 2006, 576 pages. . www.wto.org

OMC : Déterminant la " similarité" dans le cadre du GATS : Ajuster le cercle ? août 2006, 53 pages.

OMC, Rapports sur les différends concernant les produits biotechnologiques. 29 septembre 2006.

UEMOA, Rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale. Juin 2006, 92 pages. www.uemoa.int/publication

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD (http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm)

PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE et El Hadji Abdourahmane DIOUF
Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)